

Malalaniaina Noelisoa RASAMIJAONA

Décentralisation et pratiques du budget participatif dans les communes rurales malgaches.

Cas des communes d'Alakamisy Fenoarivo et d'Anosizato Ouest (Région d'Analamanga, Madagascar)

Directeur de thèse : Professeur Jean Aimé RAKOTOARISOA

Date de soutenance : 12 mai 2023 à 14.00

Résumé

À Madagascar, le désir de décentralisation est né de l'incapacité des régimes successifs à réduire le déséquilibre régional en ce qui concerne le développement économique et social ; les responsables de la gouvernance locale pensent qu'une absence de décentralisation effective est l'une des causes de cette incapacité. La décentralisation serait donc une aspiration légitime des populations. C'est une tentative de rapprocher le pouvoir du citoyen, de le consulter sur ce qui fait son quotidien. Elle contraint à une approche fine du territoire dans toutes ses dimensions sociales, politiques, culturelles, symboliques... Le découpage territorial est un déclencheur ou, au contraire, un frein à sa réussite. Au milieu de ces contraintes, le budget participatif peut contribuer à l'effectivité de la décentralisation. La participation citoyenne permanente à la vie publique renforce la solidarité sociale. Il favorise en même temps le respect des principes de la bonne gouvernance pour les Collectivités territoriales décentralisées. Le budget participatif est un mode d'élaboration des budgets communaux impliquant les citoyens à décider sur l'utilisation des budgets d'investissement. La volonté politique des dirigeants qui s'engagent à apporter des changements sur le mode de gouvernance locale dans un processus participatif est la clé de la réussite d'une démarche de développement local et favorise aussi au maintien de la décentralisation.

Mots clés : budget participatif, communautés locales, décentralisation, développement, gouvernance, participation citoyenne, redevabilité, solidarité, transparence.

Approuvé par le Directeur de thèse

Signature :



Pr. Jean Aimé Rakotoarisoa